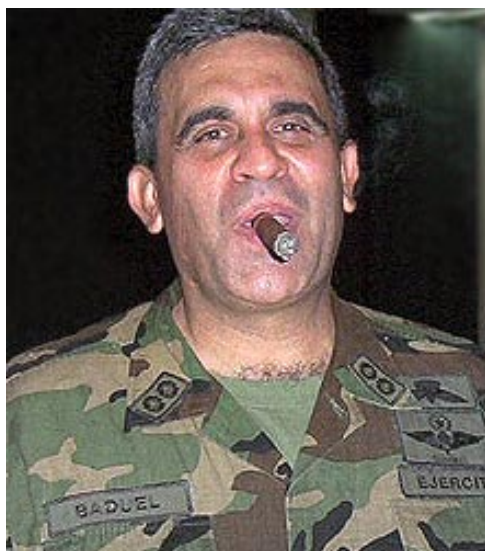


VENEZUELA : ENTRETIEN AVEC LE GÉNÉRAL RAÚL BADUEL « Les États-Unis ont épuisé les ressources pour nous déstabiliser »



Cet entretien avec le général de division Raúl Isaias Baduel, commandant en chef de l'armée vénézuélienne, confirme quelque chose qui ne semblait pas être évident pour les analystes de la presse : les échanges entre Washington et Caracas ne sont pas une simple confrontation rhétorique entre le pouvoir unipolaire et la Révolution bolivarienne. Ce qui se joue aujourd'hui publiquement, est un nouveau plan subversif contre le Venezuela. Seulement, cette fois, le criminel a été pris en flagrant délit.

page 2

Les alibis arabes de l'équipe Bush

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Suite au tollé qu'a provoqué l'article de *Newsweek* sur les profanations du Coran à Guantanamo, la presse internationale diffuse très largement les tribunes d'analystes arabes favorables à la « démocratisation » du monde arabe par Washington. Parmi eux, on trouve la valeur montante Saad Eddin Ibrahim, candidat à la présidentielle égyptienne soutenu par les cabinets de relations publiques *Benador Associates* et *Project Syndicate*.

page 10

REPÈRE : 24 MAI 1856

La guerrilla anti-esclavagiste de John Brown

En 1856, aux États-Unis le Kansas a voté l'interdiction totale de l'esclavage. L'État, situé sur la frontière intérieure du pays, est régulièrement la cible de raids armés par les « Border Ruffians », milices esclavagistes qui attaquent les campements d'esclaves fugitifs et les fermes des Noirs libres. La bourgade de Lawrence, qui compte de nombreux esclaves libérés, est menacée par une colonne de « Ruffians » en mai 1856. John Brown, leader anti-esclavagiste, lui-même ancien esclave marron, et ses quatre fils lèvent une milice populaire pour défendre la ville, mais ils échouent et doivent assister au sac de Lawrence par les « Ruffians ». Pour se venger, Brown part à la poursuite des « Ruffians » et, le 24 mai 1856, les coince dans une embuscade à Pottawatomie, tuant 8 d'entre eux. En riposte ceux-ci, soutenus par les grands propriétaires terriens, lancent des raids contre les fermes des esclaves libérés, tuant deux des fils de John Brown. Pendant trois ans la guerrilla anti-esclavagiste de l'armée populaire de Brown tiendra en échec les miliciens esclavagistes. En 1859, lors d'un raid sur l'arsenal de Harper's Ferry en Virginie, Brown sera capturé, torturé et exécuté en public. ■



UN TRIBUNAL MILITAIRE U.S. RECONNAÎT LA SINCÉRITÉ D'UN DÉSERTEUR

Le mouvement de protestation des soldats états-unien contre l'occupation de l'Irak a peut-être franchi une étape historique avec la décision d'un juge militaire, le 11 mai dernier, de ne pas considérer Pablo Paredes comme déserteur, mais de lui infliger une simple peine de travaux difficiles de 3 mois et de lui retirer ses grades. Le 6 décembre 2004, Pablo Paredes ne s'était pas présenté à l'embarquement à bord du navire U.S.S. Bonhomme Richard, où il devait participer à l'acheminement des GI's en Irak. Quelques jours plus tard, il se livrait aux autorités et demandait le statut d'objecteur de conscience. Risquant jusqu'à 1 an de prison ferme pour désertion, il choisit de plaider non coupable, jugeant la guerre en cours illégale selon son « devoir de conscience morale » et en dépit des ordres, un impératif déjà invoqué dans l'histoire des tribunaux militaires. Seulement il s'agissait alors inculper des soldats allemands ayant participé à des massacres lors de la Seconde guerre mondiale. ■

Venezuela : entretien avec le général Raúl Baduel

« Les États-Unis ont épuisé les ressources pour nous déstabiliser »

Cet entretien avec le général de division Raúl Isaias Baduel, commandant en chef de l'armée vénézuélienne, confirme quelque chose qui ne semblait pas être évident pour les analystes de la presse : les échanges entre Washington et Caracas ne sont pas une simple confrontation rhétorique entre le pouvoir unipolaire et la Révolution bolivarienne. Ce qui se joue aujourd'hui publiquement, est un nouveau plan subversif contre le Venezuela. Seulement, cette fois, le criminel a été pris en flagrant délit.



Le général vénézuélien Raúl Baduel

L'école des Amériques

A quel moment de votre vie dans l'Armée vénézuélienne avez-vous commencé à prendre vos distances avec la doctrine militaire américaine ?

Depuis l'Académie Militaire le sujet des échanges militaires entre l'Armée

américaine et vénézuélienne faisait débat. Cette relation, de manière évidente, visait à recueillir, coopter et subordonner les officiers de notre Force Armée conformément aux intérêts des Etats-Unis, ceux de notre pays passant au second plan. C'était très visible, particulièrement, dans le haut commandement. Et les années nous ont donné raison. Au fur et à mesure les liens des officiers vénézuéliens sont devenus plus étroits avec l'Armée US et leurs Agences de Sécurité.

Nous l'avons vu très clairement pendant le coup d'État d'avril 2002.

J'appartiens, en outre, à une génération qui a vu avec sympathie la Révolution cubaine et ses figures emblématiques - Fidel, le Che. Indépendamment du fait que nous ne partagions pas leurs positions idéologiques, il y avait en effet une communion autour des idéaux de dignité. La dignité est un concept qui n'est parfois pas bien compris dans d'autres parties du monde, mais qui occupe une place prépondérante chez nous et je ne te parle pas seulement des Vénézuéliens, mais de ce peuple cosmique de latino-américains et de Caribéens que nous sommes. Celui qui ne comprend pas cela, ne peut pas non plus évaluer dans toute leur dimension les menaces qui se planent sur nos pays avec les prétentions hégémoniques des Etats-Unis

Quelle influence a eu dans votre formation, les cours auxquels vous avez assisté à l'École des Amériques ?

J'ai suivi en 1993, pendant un an, un cours de Commando et d'Etat major à l'École des Amériques, à Fort Benning, en Géorgie. L'École a son histoire ténébreuse mais, pour être sincère, je n'ai pas remarqué dans ce cours cette atmosphère d'instruction « brutale » qu'on lui attribuait, probablement avec raison. Sa période la plus sinistre a été quand elle était située à Panama, ce fut alors la porte d'entrée de cette énorme pénétration américaine dans nos armées. Je me rappelle très bien de mon séjour là-bas, des manifestations permanentes devant l'École. Ils ont même maculé d'encre rouge la façade.

Il est vrai que c'est cette année là que le Rapport de la Commission Vérité de l'ONU a été divulgué ; où sont apparus les noms de dizaines de fonctionnaires d'Amérique centrale impliqués dans les crimes terribles de la guerre au Salvador. Plus de deux tiers des militaires mentionnés ont séjourné à l'École des Amériques. Il y avait alors beaucoup de polémiques et nous étions au fait de celles-ci. Mais pour être juste, je n'ai pas perçu durant cette année ou je suis resté là bas un quelconque indice que les officiers étaient formés à la torture ou même à d'autres actes criminels. En effet je peux dire que quelques compagnons américains, avec lesquels j'ai cultivé une bonne amitié, m'ont alerté, presque à la fin de mon séjour, que j'avais été soumis à une surveillance permanente pendant tout mon séjour dans ce pays, pour mes antécédents d'officier rebelle, lié au Mouvement bolivarien.

Bloc régional de pouvoir

Il y a une proposition dans les cercles alternatifs sur la possibilité d'une intégration militaire dans un Bloc Régional de pouvoir. Cela est-il viable ?

C'est le projet de Heinz Dieterich, un ami qui m'a invité à diverses rencontres internationales sur ce sujet, et auxquelles je n'ai pu assister, et qui a travaillé avec le Général équatorien René Vargas Pazos. Il m'écrit régulièrement. Je lui ai dit que pour ma part ce type d'intégration était nécessaire, mais en prenant garde de laisser de côté toute conception militariste qui remettrait en cause la dignité d'autres peuples. Nous devons favoriser l'intégration dans les domaines que notre Constitution nous impose, parmi lesquels la Sécurité Nationale, qui ont une importance au delà des affaires strictement militaires, et qui ont à voir avec l'existence même de l'Etat-nation.

Il semblerait que parmi les 100 plus grandes économies du monde, 51 ne sont pas des pays, mais des entreprises ou corporations. C'est pourquoi on parle de crimes corporatifs et des déprédateurs corporatifs, qui ont une propension à ne pas reconnaître la souveraineté des nations et à délégitimer les sentiments nationalistes. Face à cela, il est indispensable d'avancer dans l'intégration sur le front économique, politique, social, culturel, scientifique, environnemental, géographique et militaire.

Ne serait il pas plus prudent de concentrer les efforts sur l'intégration économique de nos peuples, en soutenant l'ALBA, un projet très prometteur et permettant d'améliorer les conditions sociales dans nos pays ?

C'est clair. Je crois que nous devons engager un débat pour définir nos priorités. À mon avis la lutte pour notre indépendance économique, en relation avec le politique et le social, doit être notre objectif principal. L'être humain est le capital le plus important que nous ayons et c'est là notre priorité. Nombre des problèmes graves de nos pays proviennent de l'absence ou de la détérioration de l'éducation, mais les solutions pour nos peuples résident dans la possibilité offerte à tous d'y accéder. C'est fondamental, et je le dis sans esprit de polémique vis à vis de mon ami Heinz.

L'assassinat du président, une éventualité ?

La possibilité de l'assassinat du président du Venezuela est évoquée.

Nous avons passé en revue la situation dans laquelle se déroule notre processus et nous sommes sûrs que c'est une option à laquelle les Etats-Unis pourrait parfaitement recourir. C'est, peut-être, la seule option qui leur reste dans un contexte où ils ont déjà épuisé toutes les ressources pour nuire à la Sécurité et à la Défense du pays.

Quelles sont les autres options déjà appliquées ou en voie d'application ?

D'abord, la « guerre de quatrième génération ». Quand nous aurons l'occasion de mettre en perspective et d'analyser ce qui s'est passé dans notre pays depuis 1999 et jusqu'à ce jour, nous verrons alors avec une plus grande clarté que nous avons énormément souffert de ce type de guerre encouragée et financée par les Etats-Unis...

... une guerre où on applique toutes les méthodes déjà appliquées en Amérique latine avec la « guerre sale »...

Effectivement. Une guerre où il n'est pas nécessaire que deux camps, avec des armes conventionnelles, s'affrontent sur un théâtre d'opérations. L'histoire du Venezuela durant les six dernières années est en ce sens révélatrice, de ce qu'il convient aussi d'appeler le « conflit asymétrique », qui n'est pas un concept nouveau, mais que nous avons pu observer ici très clairement : non seulement les Journaux télévisés peuvent devenir une arme opérationnelle plus puissante que les divisions armées, mais en plus, la distinction entre guerre et paix, et les fronts ou les champs de bataille deviennent indéfinissables. Ce n'est pas un hasard si dans notre Constitution a été insérée une notion de coresponsabilité entre l'État et la Société pour tout ce qui est relatif à la Défense de la nation.

Une autre situation que nous avons analysée est celle du Coup d'État. J'ironise parfois un peu, quand j'aborde le sujet, et que je dis que les jugements de la Cour de justice relatifs aux faits d'avril 2002, nous ont placé dans une situation sui generis : nous devons inventer une nouvelle théorie du Droit pour qualifier des actions de cette nature, avec un glossaire de termes mis à jour, le Coup d'État n'en étant plus un, si on s'en remet à leur décision.

Par ailleurs, les preuves de l'ingérence des Etats-unis dans les événements inqualifiables du 11 avril sont écrasantes. Nous, à la 42 Brigade d'Infanterie de Parachutistes, à Maracay, nous avons réuni un grand nombre de preuves de cette participation, pendant les faits d'avril et après, parce que beaucoup de gens ont pensé que nous étions un canal approprié pour faire des compromis avec les golpistes et nous ont fourni des informations . De ce fait nous avons des preuves de la participation américaine aux événements. Ici, à fort Tiuna, il y a des preuves plus que suffisantes de la présence d'officiers de la Mission militaire terrestre des Etats-Unis à Caracas...

Les noms de certains d'entre eux ont été publiés : le lieutenant le colonel James Rodgers, assistant de l'attaché militaire, et le colonel Ronald McCammon, officier des services d'Intelligence, ont fêté la « victoire » avec les militaires golpistes, au Commandement de l'Armée, ce même 11 avril. Toutefois, les Etats-Unis l'ont nié catégoriquement...

Oui, mais il y a les registres des entrées et les sorties de fort Tiuna. Cela ils ne peuvent l'effacer, outre le témoignage de personnes qui les ont vus. Il y a des preuves, aussi, de la présence de navires et aéronefs américains en territoire vénézuélien. Pour qui connaît un minimum sur les radars, il est évident que ce qu'ils enregistrent ne peut être inventé, ce à quoi il convient d'ajouter que nos radars ont été installés par les Etats-Unis. Ils savent parfaitement de quoi nous parlons et que nous ne mentons pas. Voyez vous, il circule même une blague autour de tout cela : Pourquoi il n'y a pas eu de Coup d'État aux Etats-Unis. ? Parce que dans ce pays ils n'ont pas ambassade américaine.

Si on regarde avec attention ce qui s'est produit en avril 2002 au Venezuela, on peut affirmer que l'assassinat a déjà été tenté.

Évidemment. Le premier objectif de tout Coup d'État est de déposer le Président par la voie violente. Si on repasse en revue l'histoire de l'Amérique latine on trouvera bien des faits de cette nature où les Etats-Unis ont pris part, avec succès. Parfois ils sont parvenus à tuer les présidents, mais il est des circonstances où il n'est pas nécessaire de faire disparaître physiquement le Chef de l'État pour l'assassiner politiquement.

Tuer un président n'est pas un crime

Le décret du Président Bush, signé après le 11 septembre, donne aux agents de la CIA l'autorisation par ordre de l'exécutif et donc également de tuer les chefs « terroristes » en vertu « de la Sécurité Nationale » des Etats-unis. Je me souviens des déclarations à l'agence AP, en octobre 2003, de l'ambassadeur américain à Caracas d'alors, Charles Shapiro : « Ce n'est pas nécessairement un crime de tuer un président... »

Il s'agit là de pratiques et d'une morale très particulière de la classe dirigeante Etats-unienne. Pour notre part, nous faisons la différence entre le gouvernement de pays et noble peuple américain, je peux en parler, car j'ai le souvenir de l'affection de nombre d'amis américains, particulièrement de quelques parachutistes. Ces pratiques me rappellent les paroles d'Ortega y Gasset, : « Les Etats-Unis d'Amérique prêchent une morale qu'ils ne pratiquent pas ».

Tout cela a beaucoup à voir également avec une troisième hypothèse que nous avons envisagée concernant les Etats-Unis : la possibilité qu'ils provoquent une guerre régionale comme une extension des conflits internes des pays des voisins, en particulier de la Colombie. Nous avions et avons avec raison le droit de faire part aux instances internationales du fait que le Venezuela se montre préoccupé de l'appui écrasant et du déséquilibre énorme quant au pouvoir relatif de combat que les Etats-Unis ont créé et qu'ils accentuent encore plus en Colombie, particulièrement à partir de l'entrée en vigueur de la Loi Patriotique.

Le sujet de l'achat d'armes par le Venezuela a provoqué une campagne de satanisation contre le gouvernement bolivarien aux Etats-Unis, et quelques analystes jugent que ce n'est pas par hasard qu'a été présenté au Sénat un projet de loi qui autorise le Département d'État à accélérer les efforts globaux pour éliminer et contrôler les armes conventionnelles.

Fort heureusement quelques voix raisonnables se sont élevées en Colombie pour déclarer qu'ils comprennent que le Venezuela investisse dans la protection de ses frontières. Tout le discours américain est très cynique autour de la militarisation du Venezuela, ce n'est pas nouveau. Pendant les cours que j'ai suivis à l'École des Amériques, je me souviens qu'une femme afro-américaine, un général trois étoiles et un conseiller du Président Clinton pour les affaires de Sécurité, nous ont donnée une conférence au cours de laquelle elle a parlé de la région en termes inacceptables. Durant l'année 93, cette dame disait les mêmes choses qui se répètent aujourd'hui. Je me suis vu contraint de lui répondre.

Qu'avez vous répondu ?

Sa conclusion était plus ou moins la suivante : « pauvre Colombie, qui vit à côté du Venezuela et ne peut déménager ». Elle a par exemple dit, que les tensions à la frontière entre le Venezuela et la Colombie étaient fondamentalement dues, au fait que notre pays était le pourvoyeur d'armes des secteurs générateurs de la violence en Colombie, en particulier de la guérilla, pour qui nous étions un refuge et un sanctuaire. Quand elle a parlé du trafic de drogue, il a aussi responsabilisé le Venezuela comme étant un important fournisseur de précurseurs chimiques pour le trafic, en plus d'être un paradis pour le blanchiment de dollars en plus d'être une voie privilégiée pour le transit de la drogue vers d'autres pays, en particulier vers les Etats-Unis. Et d'ajouter que le Venezuela ne définissait pas clairement sa position vis à vis de la guérilla. J'étais interloqué, et évidemment je suis intervenu pour réfuter cela, en clarifiant que je ne m'exprimais pas au nom du gouvernement de mon pays. J'ai dit que nous regrettons beaucoup le problème interne colombien, que nous souhaitons, par les liens historiques de nos deux peuples, que ce conflit trouve une solution, mais qu'une telle décision est de la seule compétence des colombiens.

Le Venezuela en revanche peut revendiquer de ne pas être la cible et la victime des actions de ces groupes violents. À une occasion j'ai écouté le Président Uribe reconnaître que la Colombie a le devoir - et cela me semble juste- de protéger ces corridors par où déborde la violence vers le Venezuela. Notre pays doit aussi être protégé et c'est ce que nous faisons. Il est frappant de constater cette propension à remettre en question notre droit à protéger notre souveraineté, et la raison est bien connue : on veut profiter de ce conflit comme casus belli pour intervenir dans notre pays.

C'est très dangereux. Je vous le dis : J'entends ce discours dans la bouche des officiels Etats-uniens depuis plus de dix ans , et aussi ces appels incessants à nous engager dans ce conflit, ce que serait une erreur grave. Je le répète : nous défendons le principe d'autodétermination et de souveraineté des peuples. La Colombie est un peuple frère et nous nous regrettons sa situation, mais ils sont les seuls à pouvoir la résoudre.

Le Cas Granda est une preuve de comment les Etats-Unis peuvent générer un conflit, n'est ce pas ?

Oui, absolument. Que Dieu nous garde de tomber dans ce jeu pervers !

« Ennemi fictif »

À la suite de la dénonciation par Chávez d'une conspiration aux Etats-Unis pour l'assassiner, des secteurs de la droite à l'intérieur et hors du Venezuela ont réagi en disant que le gouvernement s'est créé un ennemi fictif pour en tirer des bénéfices politiques et que la discussion sur une possible intervention relève de la pure paranoïa. Qu'en pensez vous ?

Dans ce panorama hostile, nous avons aussi évalué l'éventualité de l'intervention militaire. Ce n'est pas de la paranoïa de nôtre part. Les exemples d'interventions militaires dirigées par les Etats-Unis et leur coalition sont à l'oeuvre, au Moyen-Orient, et les instances internationales ne sont pas un

facteur de retenue. Ils n'ont pas besoin d'un mandat du Conseil de la Sécurité de l'ONU pour intervenir n'importe où dans le monde.

Quand j'entends parler ces marionnettes de ventriloque qui répètent ce que d'autres disent - par exemple que nous nous militarisons-, je les invite à consulter les œuvres de professeurs experts en la matière, comme Samuel Huntington, Noam Chomsky, John Berger et autres beaucoup de théoriciens qui ont approfondis les concepts du militarisme et le prétorianisme. Lisez ce qu'ont écrit ces professeurs prestigieux - presque tous américains- et comparez avec la situation vénézuélienne, et vous verrez alors clairement qui est militariste et prétorien, si c'est nous qui accomplissons notre devoir, ou ceux qui un jour ont envahi l'espace public pour exiger, au nom de la liberté et de la démocratie, la conciliation avec les positions américaines. C'est cela La guerre de quatrième génération : neutraliser la population par le biais des médias que l'on contrôle, en convainquant notre peuple et le monde que le Venezuela de Hugo Chávez s'est transformé un État voyou.

Je ne sais pas si je vous l'ai déjà dit, mais pendant les événements d'avril 2002, un journaliste français était allé m'interviewer à Maracay. Il travaillait pour une chaîne de télévision, c'était un correspondant de guerre qui a travaillé sur beaucoup de théâtres d'opérations. Il m'a dit qu'en quittant la France il était convaincu de trouver un pays en guerre civile et m'a montré les bureaux de presse, où on disait que moi, le Général Baduel, je massacrais le peuple. On parlait aussi de parachutistes attaquant des unités militaires et la population civile. Et il m'a commenté avec véhémence : Ce que j'ai vu ici c'est tout le contraire : un peuple qui exige le retour du Président de la République, qui fait irruption dans une caserne et il n'est absolument pas réprimé. Malheureusement, tout le monde ne peut pas venir au Venezuela pour voir de ses yeux propres ce qui se passe.

Aujourd'hui la situation interne s'est stabilisée sur le plan politique, la Révolution s'est renforcée. Les adversaires eux-mêmes ont reconnu leur défaite. Toutefois, les autorités américaines ont commencé l'année 2005 en désignant le Venezuela comme étant une « menace régionale, un gouvernement instable, et fournisseur peu sur de pétrole ».

De par ma condition de soldat en activité, je dois prendre garde à ne pas faire de déclarations qui pourraient avoir une certaine connotation de partialité politique. Mais comme soldat qui a l'honneur d'être à la tête de l'Armée vénézuélienne, nous ne pouvons cesser d'évaluer les menaces qui planent sur les objectifs suprêmes et les intérêts de l'État vénézuélien. Nous sommes en accord avec Monsieur le Président Hugo Chávez, en tant que Chef d'État et Commandant de la Force Armée Nationale, une charge que le peuple lui a conférée légitimement. À la fin de l'année dernière, le Président a énoncé la nouvelle donne stratégique pour la conduite de l'État vénézuélien, et a fixé un objectif qui nous touche de manière directe, il nous a chargé d'approfondir et d'accélérer la mise en place de la nouvelle stratégie militaire vénézuélienne, d'où se détachent trois lignes stratégiques : le renforcement de la composante armée - cela ne signifie pas pour autant de tomber dans une course aux armements- l'union civique/militaire et la réserve.

C'est un mandat que nous a donné le peuple, et que résume l'article 328 de notre Constitution. Là les Vénézuéliens nous ont donné une mission, qui se traduit en ces termes : garantir la souveraineté et l'indépendance de la nation, et assurer l'intégrité de l'espace géographique

Ils nous ont aussi dit comment la mener à bien : la défense militaire, la coopération pour le maintien de l'ordre intérieur et la participation active au développement national. Ces trois missions doivent être dans un équilibre dynamique et je peux vous assurer que le sentiment le plus profond des soldats de ce pays est que, nous sommes plus que des administrateurs de la violence légale et légitime de l'État vénézuélien, nous sommes des instigateurs de la paix, générateurs de paix sociale.

l'Armée vénézuélienne et les autres forces amies ne sont pas une menace pour la région. Le gouvernement des Etats-unis le sait parfaitement. Elle seraient plutôt, un mur de contention pour qui essaierait de contrecarrer les objectifs sacrés que notre peuple nous a confié.

Rosée Miriam Elizalde et Luis Báez

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Les alibis arabes de l'équipe Bush

Analyse

L'historien Wiliam Dalrymple rappelle dans le *Guardian* que la propagande britannique a toujours su s'inventer des ennemis et souvent les associer à la France. Les temps n'ont pas changé depuis la description du pacifique et moderniste sultan de Mysore comme un tyran. Seules les cibles ont changé.

La persistance du discours colonial se retrouve dans de nombreux textes d'auteurs arabes servant d'alibi aux think tank néo-conservateurs. Une voix arabe amie de Washington qui n'est pas inutile après le tollé qu'a provoqué l'article de *Newsweek* sur les profanations du Coran à Guantanamo. Fouad Ajami poursuit son œuvre de justification a posteriori de la politique du président Bush. Dans le *Wall Street Journal* et le *Daily Star*, il affirme que la démocratisation du monde arabe est en marche depuis que les États-Unis ont envahi l'Irak. Bien sûr, l'action militaire n'est pas la meilleure méthode, mais pour ceux qui attendent en vain de puis si longtemps des réformes qui viennent de l'intérieur, ce qui se passe aujourd'hui est une délivrance. Un raisonnement typiquement colonialiste, qui se postule que l'on peut violenter les indigènes pour leur Bien, et que reprend en partie le roi Abdallah II de Jordanie dans le *Washington Post*. Dans un entretien, le souverain se réjouit de l'intervention étrangère en Irak et des pressions exercées sur la Syrie. Voilà un monarque bien agréable pour Washington.

Saad Eddin Ibrahim est une valeur qui monte. Mis en scène par le cabinet sioniste Benador Associates et diffusé par l'agence de George Soros, *Project Syndicate*, il est désormais candidat à la présidence de son pays. Soutenu par les réseaux d'influence états-uniens, ses articles sont largement repris dans la presse internationale. Se posant comme un modérateur, il assure que les islamistes ne sont pas dangereux lorsqu'ils sont associés au pouvoir, car ils

finissent par se dissoudre dans la vie parlementaire et se normaliser. Sa tribune est publiée par le *New York Times*, l'*International Herald Tribune*, le *Taipei Times*, *The Australian*, le *Korea Herald*, le *Jerusalem Post*, le *Jordan Time* et peut d'autres encore qui ont pu nous échapper. À propos du retrait israélien de Gaza, il conseille de ne pas détruire les habitations des colons juifs pour ne pas choquer l'opinion publique, mais de ne pas non plus les donner aux Palestiniens qui y verraient une victoire. Il faut donc les confier à une tierce partie écrit-il dans *Ha'aretz*, le *Daily Star* et le *Washington Times*. Bref, voilà l'homme idéal pour l'Empire : il peut s'appuyer sur les islamistes sans paraître pour autant islamiste lui-même, et peut aider Israël sans paraître trop cruel vis-à-vis des Palestiniens.

Die Welt publie un entretien avec le grand mufti d'Égypte. Cheikh Ali Gomaa souligne que le défunt pape Jean-Paul II s'était ouvert à l'islam. Il craint que son successeur, Benoît XVI, ne soit au contraire un partisan du choc des civilisations.

Enfin, dans le même quotidien, le général Ehud Barak apporte son soutien au plan de retrait de Gaza. Mais c'est pour mieux critiquer le maintien de quelques colonies ici et là dans la défense sera de plus en plus difficile et onéreuse. Il faut se préparer à une troisième Intifada et terminer le Mur au plus tôt, déclare-t-il. L'ancien Premier ministre partage les objectifs de son successeur, mais diffère sur les plans pour y parvenir.

Réseau Voltaire

William Dalrymple

Journaliste et écrivain britannique, William Dalrymple est un spécialiste du sous-continent indien. Il est membre de la Royal Society of Literature et de la Royal Asiatic Society. Il est l'auteur de *White Mughals*.

« Un essai de construction impériale de l'ennemi »

Source : The Guardian (Royaume-Uni)

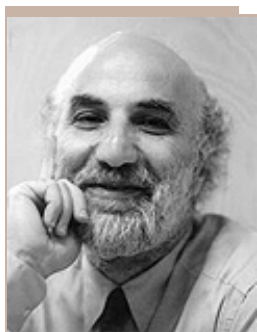
Référence : « An essay in imperial villain-making », par William Dalrymple, *The Guardian*, 24 mai 2005.

À la fin des années 90, les partisans de la ligne dure qui voulaient un changement de régime à l'Est ont trouvé un allié puissant au gouvernement. Le nouveau président était conservateur, agressif anti-français et voulait faire de son pays une puissance globale sans rivales. Il pensait qu'il fallait s'attaquer à ces régimes musulmans contre lesquels la presse britannique se déchaînait. Il était temps de renverser Tipu, le sultan de Mysore. Nous étions alors en 1798. Henry Dundas, venait d'être nommé ministre et président de la Compagnie des Indes et avec le gouverneur général Richard Wellesley, ils décidèrent de convaincre l'opinion du bien-fondé de leur politique de renversement de Tipu. Dans la presse de l'époque, Tipu fut présenté comme un tyran agressif, oppressant son peuple et hostile au Royaume-Uni. Cet essai dans la construction d'un méchant à combattre sert de modèle encore aujourd'hui. On

sait désormais que Tipu était un dirigeant lettré, moderne et tolérant qui voulait rassembler les princes d'Inde contre l'hostilité britannique et moderniser son pays avec l'aide des ingénieurs français. Il participa grandement à l'instauration d'un syncrétisme islamo-hindou porteur de tolérance.

Cette histoire rappelle la façon dont la propagande impérialiste à l'ancienne fait son retour sous **George W. Bush** et **Tony Blair**. Malgré 25 ans de travail d'Edward Saïd, l'orientalisme n'est pas mort et il peut compter sur les éditorialistes d'aujourd'hui comme il le pouvait compter sur ceux d'hier pour sa propagation.

Fouad Ajami



Fouad Ajami est professeur d'études moyen-orientales à la Johns Hopkins University. Contributeur régulier du magazine *Foreign Affairs* il est l'auteur de *Dream Palace of the Arabs : A Generation's Odyssey*.

« Le pays de Bush »

Source : Daily Star (Liban)

, Wall Street Journal (États-Unis)

Référence : « Bush Country », par Fouad Ajami, *Wall Street Journal*, 22 mai 2005.

« We have George W. Bush to thank for the Arab democratic spring », *Daily Star*, 23 mai 2005.

Un marchand koweïtien m'a dit récemment que **George W. Bush** a « libéré un tsunami sur cette région ». Cet homme en a assez d'attendre une réforme venant de l'intérieur, il voulait que la situation change et si cela devait passer par une aide extérieure, qu'il en soit ainsi. Un ami jordanien m'a affirmé que ce qui se passait actuellement au Liban était possible car les manifestants savaient que les États-Unis ne toléreraient plus une répression comparable à ce qui a eu lieu à **Hama** en Syrie. Lors de mon voyage dans le monde arabe, je me suis rendu dans le pays de Bush : partout les Arabes sont conscients que cette vague de démocratisation à laquelle ils assistent, ils la doivent aux États-Unis et à leurs actions en Irak.

Le poids de la puissance états-unienne, historiquement du côté de l'ordre dominant, est aujourd'hui en faveur de la libéralisation de la région.

Aujourd'hui, un président conservateur offre à son pays une rédemption wilsonienne. Ce changement de politique s'illustre dans les rapports avec Hosni Moubarak. Autrefois, il était l'homme de l'Amérique sur le Nil et il était vu comme un rempart contre l'islamisme. Cela lui a permis de rejeter la politique de Washington en Irak et de marquer son opposition à celle sur la question israélo-palestinienne. Ce faisant, il a alimenté l'anti-modernisme et l'antiaméricanisme dans son pays. Aujourd'hui, les États-Unis exigent de lui une ouverture politique du pays et cela a permis l'apparition de mouvements contestant son règne.

Les États-Unis ont compris que la recherche de la stabilité via le soutien aux dictateurs ne marchait pas et avait conduit au 11 septembre. Face aux islamistes, les Arabes laïques savent que l'exigence de la souveraineté n'est plus adéquate. Ils savent qu'ils sont isolés dans le monde et qu'il leur faut renoncer à certaines vieilles aspirations. C'est bien sûr l'Irak qui a été le début de ce changement d'optique. Malgré les bombes, le mouvement démocratique s'y développe tout comme une presse libre. Ce à quoi on assiste dans le monde

arabe est similaire au printemps des peuples de 1848 en Europe. La révolution démocratique se propage de pays en pays. C'est George W. Bush qui a initié ce mouvement.

Abdallah II de Jordanie



Abdallah II de Jordanie est roi de Jordanie.

« Au final, l'Irak réussira »

Source : Washington Post (États-Unis)

Référence : « In the End, 'Iraq Will Succeed' », par Abdallah de Jordanie, *Washington Post*, 21 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

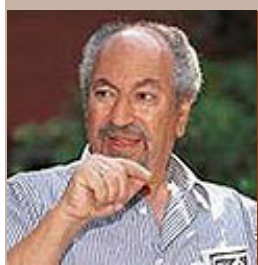
Nous aimerions régler notre différend avec **Ahmed Chalabi**. C'est ce que nous a demandé **Jalal Talabani** et nous cherchons une solution. Le problème est que le différend est d'ordre économique, pas politique, il doit de l'argent au peuple jordanien, pas à son gouvernement. Il faudra donc trouver une compensation pour les Jordaniens.

Je pense qu'au finale, l'Irak réussira et deviendra un pays indépendant et capable. Les Irakiens ont mûri ces derniers mois. L'élément déterminant a été l'élection du 30 janvier, un événement qui a été au-delà de mes attentes. Le vrai baromètre de la situation en Irak sera l'élection de décembre, après la rédaction d'une constitution. L'insurrection est partiellement le fruit des éléments étrangers, mais il y a également des ba'asistes et des membres des services de sécurité de Saddam Hussein. Il faut isoler ces groupes dans la société sunnite en la convainquant de participer à l'avenir du pays. Je pense que nous y parviendrons et qu'il n'y aura pas de guerre civile.

Je pense que la politique de l'administration Bush en faveur de la démocratie est utile. Elle engendre le débat. En Jordanie, nous sommes engagés dans un processus de réformes et nous les accélérons. Concernant le Liban, je pense que le pays doit avant tout appartenir aux Libanais et je suis heureux du retrait syrien. Damas a compris que la situation avait changé.

Je suis assez optimiste sur la question israélo-palestinienne, mais il faut clarifier ce qui adviendra après le retrait de Gaza et concernant la « feuille de route ». J'en ai parlé avec **George W. Bush** et nous étions d'accord sur la création d'un État palestinien viable. **Mahmoud Abbas** fait le maximum concernant le terrorisme, mais il a besoin d'aide. Les Israéliens devraient faire des gestes. Aider économiquement les Palestiniens est la meilleure façon de réduire l'influence du **Hamas**. Si on règle le problème israélo-palestinien, les terroristes pourront moins facilement recruter dans le monde arabe.

Saad Eddin Ibrahim



Ancien détenu politique égyptien, Saad Eddin Ibrahim est professeur à l'université américaine du Caire. Il est secrétaire général de l'Egyptian Independent Commission for Electoral Review et membre de l'International Institute for Strategic Studies. Il est expert du cabinet Benador Associates. Il s'est déclaré candidat à la prochaine élection présidentielle égyptienne.

« L'islam peut voter si on le laisse faire »

Source : Jerusalem Post (Israël)

, Jordan Times (Jordanie)
 , International Herald Tribune (France)
 , New York Times (États-Unis)
 , Taipei Times (Taïwan)
 , Korea Herald (Corée du Sud)
 , The Australian (Australie)

Référence : « Islam Can Vote, if We Let It », par Saad Eddin Ibrahim, *New York Times*, 21 mai 2005.

« Islam can vote, if we let it », *International Herald Tribune*, 24 mai 2005.

L'auteur a repris les mêmes arguments sous une forme abrégée dans :

« The Middle East enjoys a springtime of democracy », *Taipei Times*, 23 mai 2005.

« Democracy's not a devil for Islamists », *The Australian*, 23 mai 2005.

« Middle East's springtime of democracy », *Korea Herald*, 24 mai 2005.

« The new Islamists », *Jerusalem Post*, 24 mai 2005.

« Mideast's springtime of democracy », *Jordan Times*, 26 mai 2005.

Lors des dernières élections municipales en Arabie saoudite, la première expérience démocratique de la nation, certains se sont inquiétés des scores réalisés par les islamistes face à leurs rivaux laïques. En fait, nous avons vu une tendance similaire en Turquie, au Maroc, en Irak et on peut également s'attendre à un phénomène identique au Liban, en Palestine ou en Égypte. Il faut observer cette tendance, mais cela ne doit pas inciter à la panique. En effet, cela fait 30 ans que j'observe les évolutions de cette mouvance et je note une évolution significative poussant ces partis à devenir des mouvements musulmans démocratiques, suivant un processus comparable à celui qui a entraîné la création de partis démocrates-chrétiens en Europe.

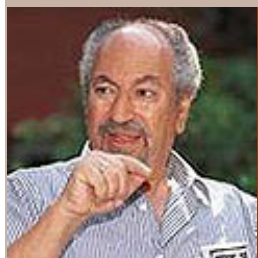
Pour comprendre cette évolution, il faut se souvenir que dans les régimes autoritaires, les seuls endroits où une parole politique contestataire est possible sont les mosquées. Cela a permis aux islamistes d'entrer dans la vie politique et de développer les mouvements théocratiques qui avaient déjà un poids dans la société en fonction de leur action caritative. Perçu comme plus efficaces et honnêtes que le pouvoir en place, les dirigeants de ces mouvements ont fini par gagner en popularité même chez les Arabes laïques. Aujourd'hui, deux tiers des 1,4 milliards de musulmans dans le monde vivent sous la direction de gouvernements démocratiquement élus où les islamistes sont des acteurs majeurs.

Les islamistes doivent avoir les mêmes droits de participation aux élections que les autres. Si on les en empêche, ils deviennent des groupes armés et peuvent jouir de l'aura du martyr. Au contraire, leur intégration dans les systèmes politiques les rends plus pragmatiques. Nous ne devons pas nous attendre à ce qu'ils se transforment en un jour, mais leur intégration dans un cadre légal et politique strict permet leur transformation.

Pour y parvenir, les États-Unis doivent adopter une approche plus pacifique, s'inspirant du projet de « Grand Moyen-Orient » ou de l'initiative de Barcelone

de l'Union européenne. Le modèle est le processus d'Helsinki de 1975 qui a eu tant de retombées positives avec l'URSS.

Saad Eddin Ibrahim



Ancien détenu politique égyptien, Saad Eddin Ibrahim est professeur à l'université américaine du Caire. Il est secrétaire général de l'Egyptian Independent Commission for Electoral Review et membre de l'International Institute for Strategic Studies. Il est expert du cabinet Benador Associates. Il s'est déclaré candidat à la prochaine élection présidentielle égyptienne.

« L'effet des serres »

Source : Ha'aretz (Israël)

, Daily Star (Liban)

, Washington Times (États-Unis)

Référence : « The greenhouse effect », par Saad Eddin Ibrahim, *Ha'aretz*, 13 mai 2005.

« What to do with Gaza blocs », *Washington Times*, 16 mai 2005.

« Make the Gaza pullout a springboard for peace », *Daily Star* 24 mai 2005.

Si tout va bien, les Israéliens auront bientôt quitté Gaza, mais on ignore encore ce qui sera fait des colonies abandonnées. À l'origine, ces bâtiments devaient être détruits, mais cela ne semble plus être l'option privilégiée et il faut réfléchir à ce qui a le plus de chances d'élargir la fenêtre d'opportunité.

Les partisans de la destruction estiment que ces logements luxueux ne correspondent pas aux besoins des Palestiniens qui ont une population nombreuse et pauvre. Il faudrait donc les remplacer par de grands blocs d'habitation. Si les riches palestiniens les occupent, les tensions sociales augmenteront ou bien le Hamas les prendra pour en faire le symbole de sa victoire. Toutefois, une telle destruction coûterait 18 millions de dollars d'après une étude de l'Aspen Institute et donnerait une mauvaise image à Israël. Au contraire, donner ces colonies à l'Autorité palestinienne pour en faire un lieu symbolique de la paix aurait de nombreux bénéfices.

On pourrait aussi imaginer l'implication d'une troisième partie qui rachèteraient ces terrains pour y faire travailler des Palestiniens dans les serres. En outre, le passage par un intermédiaire faciliterait le processus. Une organisation comme Seeds of Peace pourrait faire l'affaire, mais d'autres ONG ou agence de l'ONU peuvent également convenir.

Ali Gomaa

Le cheikh Ali Gomaa est le grand mufti de la République d'Égypte.

« Nous sommes dans le même bateau »

Source : Die Welt (Allemagne)

Référence : « Wir sitzen im gleichen Boot », par Ali Gomaa, *Die Welt*, 14 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le monde musulman attend du nouveau pape qu'il poursuive la ligne de son prédécesseur qui s'était ouvert à l'islam, il était tolérant. On peut parler d'un renouveau de la pratique religieuse qui est très importante dans le monde dans lequel nous vivons. Des études ont montré que ce qui est enseigné à propos de

l'islam en Allemagne est déformé. Lors d'attentats suicides, les médias parlent tout de suite de terroristes musulmans alors que l'on ne précise pas de religion quand le terroriste n'est pas musulman. La vérité, c'est que les terroristes sont nos ennemis communs, ils nous ont touchés avant vous, souvenez-vous de la mort d'Anouar El Sadate. Nous sommes dans le même bateau. L'Occident doit arrêter ses généralisations, on ne peut pas ostraciser 1,3 milliards de personnes pour les forfaits de quelques uns. Il y a de nombreuses lois islamiques qui interdisent les attentats suicides.

Il n'y a pas de déclaration concrète de la part de Mohammed Al Tantawi (cheikh de l'université Al-Azhar) au sujet de la Palestine car les religieux musulmans considèrent que ce conflit est politique et non religieux. La démocratie existe en Égypte depuis 150 ans et nous nous orientons vers une démocratisation du monde, mais nous avons des problèmes internes qui nous imposent d'autres priorités. Nous avons par exemple 36 % d'analphabètes, un taux de chômage élevé et une forte croissance démographique. Ce sont des obstacles sur le chemin de la démocratie.

Je suis d'accord avec Al Tantawi quand il dit que le gouvernement français a le droit d'interdire le port du voile. Il a d'abord dit que porter le voile est un devoir religieux et qu'aucun politicien ne devrait avoir le droit de l'en empêcher. Il a ensuite reconnu que chaque pays est souverain et décide par lui-même. Les musulmans sont dans une situation d'urgence à cause de cette loi. Elle autorise les femmes à enlever leur voile.

Ehud Barak

Ancien général, chef du renseignement militaire et chef d'État major de l'armée israélienne, Ehud Barak a été ministre de l'Intérieur (1995), ministre des Affaires étrangères (1995-1996) et Premier ministre (1999-2001) travailliste israélien.

« Il y aura une troisième Intifada »

Source : Die Welt (Allemagne)

Référence : « Es wird eine dritte Intifada geben », par Ehud Barak, *Die Welt*, 20 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le retrait est un pas important dans la bonne direction, mais il est frileux. On doit le soutenir, mais dire clairement que cela ne résoudra rien. C'est seulement la première page d'un livre qui comporte de nombreux chapitres dont certains seront mortels. Après ce retrait, on verra que les scénarios évoqués par Moshe Yaalon (chef d'état-major ayant démissionné) et Avi Dichter (ancien chef du Shin Beth) vont se réaliser. J'espère qu'Abu Mazen saura détruire l'infrastructure terroriste. Il est cependant possible que le Hamas gagne en puissance dans les mois qui viennent. Le terrorisme peut renaître en Judée Samarie, à Gaza. Sharon obtient de la reconnaissance pour avoir trouvé une solution qui est en contradiction avec ce qu'il a dit depuis des dizaines d'années. Les Palestiniens vont considérer ce retrait comme une victoire. Ils vont dire que Sharon a capitulé et Abu Mazen va essayer d'obtenir de nouvelles concessions et d'isoler Sharon. Nous devons terminer le Mur en quelques mois, cela pour la sécurité nationale. Nous devons ensuite évacuer les colonies à l'Est de la clôture. Simultanément il faudra mener une guerre sans compromis contre le terrorisme des deux côtés de cette clôture, sans fermer la porte à la reprise du processus politique.

Il était possible il y a trois ans de construire le Mur avec le soutien et un financement américain. Nous aurions été en mesure de garder Ariel et Maaleh Adumim ainsi que d'autres positions importantes à l'intérieur du Mur. Nous aurions économisé 35 milliards de shekels (6,3 milliards d'euros) et préservé de nombreuses vies. Les citoyens ne savent pas que 60 % de la barrière est inachevée, les terroristes peuvent s'infiltrer. Nous devons terminer cette construction, même au prix d'un conflit avec les Européens et même avec les États-Unis. Israël est le pays le plus fort dans un périmètre de 1500 km à la ronde et je suis persuadé qu'il peut devenir une des nations les plus puissantes de la planète. Si nous obtenons des frontières claires, nous libèrerons une énorme énergie bloquée jusqu'à présent. Le problème fondamental est le suivant : il n'y a aucune chance de pouvoir installer des frontières à l'Est du Mur. Sharon n'a pas le courage d'aller le dire aux habitants de ces colonies et il prend donc le risque de perdre aussi les plus gros territoires (en Judée Samarie). C'est un bon tacticien, mais il n'a pas de stratégie.

Après le retrait, Sharon va se tourner vers la droite et dire qu'il faut préserver la Judée Samarie de la gauche qui veut tout abandonner. Il peut modifier l'opinion israélienne, mais pas celle des Palestiniens. Il y aura une troisième Intifada. Des compagnies entières vont devoir protéger des colonies de plus en plus petites, les mères vont demander pourquoi leurs enfants doivent mourir. Sharon comprendra un jour ce qu'il aurait déjà dû avoir compris. Des centaines de gens vont mourir et des milliards vont être dépensés pour que nous soyons en définitive contraints de revenir à un tracé qui est pire que celui qui était encore possible.